

Toronto, le 22 novembre 2023

Monsieur Alan Harrison, Ph. D
Président

Groupe d'experts pour la viabilité financière du secteur postsecondaire de l'Ontario
(par courrier électronique)

Monsieur le président,

Je tiens d'abord à vous remercier pour le temps que vous et l'ensemble du Groupe d'experts avez consacré à la préparation du rapport *Assurer la viabilité financière du secteur de l'éducation postsecondaire de l'Ontario*. Un financement stable et adéquat pour les universités et les collèges de l'Ontario est essentiel au bon fonctionnement de ces institutions qui jouent un rôle important dans le développement économique, social et culturel de la province.

Votre rapport est le résultat d'un examen approfondi de données et d'expériences de plusieurs parties prenantes du secteur postsecondaire. Toutefois, permettez-moi d'exprimer de sérieuses réserves à l'égard des constats tirés sur les établissements de langue française dans la province. Le manque de compréhension et de rigueur du rapport sur la situation des universités de langue française, ainsi que le manque d'objectivité à leur égard sont décevants compte tenu de l'importance du mandat confié au groupe d'experts.

En formulant une réponse à la question quant à la façon de garantir un système d'éducation financièrement viable en français pour que les étudiants francophones et de français langue seconde (FLS) puissent accéder à un éventail de programmes de qualité et soient préparés à une brillante carrière, le rapport fait preuve d'une profonde incompréhension et d'un biais significatif contre l'Université de l'Ontario français (UOF). Selon le rapport :

À l'époque, le ministère avait consulté des établissements ayant pour mandat officiel d'assurer une éducation bilingue ou en français afin de savoir si l'ouverture d'un établissement de langue française supplémentaire leur semblait appropriée et de déterminer les possibilités de collaboration. La nécessité d'un tel établissement n'avait pas fait l'unanimité.

À la lecture de ce passage, on est apte à se demander pourquoi le rapport introduit ainsi toute la section portant sur le système d'éducation postsecondaire en français. S'agit-il de jeter un doute sur le bien-fondé de l'Université de l'Ontario français et la décision de gouvernements successifs de la créer, puis de la financer? S'agit-il de remettre en question le principe de la gouvernance « par et pour » les francophones? S'agit-il de laisser sous-entendre que la communauté francophone avait besoin de la permission des institutions déjà établies pour créer sa propre université? Disons que la suite du rapport abonde dans un sens qui suscite bien des interrogations.

Quoi qu'il en soit, il importe de souligner quelques informations erronées, lesquelles auraient dues être rectifiées par le Groupe d'experts et son secrétariat avant la publication du rapport. D'abord, en date de la publication du rapport, l'Université de l'Ontario français ne compte pas 29 inscriptions, mais bien 226. C'est un nombre en croissance et qui s'apparente à la situation d'autres universités publiques qui ont été en démarrage dans le passé. Ensuite, environ la moitié de notre population étudiante est canadienne, contrairement à ce que le rapport indique à la page 48 où on affirme que nos étudiantes et nos étudiants sont « très majoritairement étrangers ». Enfin, il faut réitérer le contexte exceptionnel dans lequel l'UOF a vu le jour, soit au milieu d'une pandémie dont l'ampleur était sans précédent.

Il est aussi regrettable qu'on ne vous ait pas fourni le contexte nécessaire pour bien comprendre la désignation des établissements ontariens sous la *Loi sur les services en français* (LSF). En 2013, j'étais recteur de l'Université de Hearst alors qu'elle devenait la première université en Ontario désignée en vertu de la LSF. Une telle désignation ne donne aucun moyen financier additionnel à une institution désignée et n'a permis aucun élargissement « de sa gamme de programmes et de cours dispensés entièrement en français », contrairement à ce qui est prétendu dans le rapport à la page 48. En bref, il n'y a aucun financement additionnel lié à la désignation des programmes d'une institution.

Les trois options que vous proposez sont irrecevables. Elles ne prennent aucunement en compte le principe de la gouvernance « par et pour » les francophones, chèrement acquise après des décennies de revendications et de luttes acharnées de la part de la communauté francophone de l'Ontario. Contrairement à ce que bien des esprits sceptiques prétendaient à l'époque de leur création, les conseils scolaires de langue française et les collèges de langue française sont des succès retentissants et font l'envie d'autres communautés à l'échelle canadienne et internationale. Il serait tout à fait normal et raisonnable d'accorder le temps à l'Université de l'Ontario français de prendre son envol, d'autant plus qu'elle vient de voir le jour.

Il faut des efforts soutenus pour instaurer une tradition d'études universitaires en français dans le Grand Toronto et dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario. L'Ontario compte de loin la plus importante population de francophones à l'extérieur du Québec, à plus de 600 000 personnes. Trente-six pourcent de ce groupe habite dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario, une population qui grandit depuis des années et qui continue de croître, notamment par l'immigration. Pour que ce groupe poursuive son développement et pour appuyer sa vitalité, l'Université de l'Ontario français continue d'élargir sa programmation, comme nous le faisons avec un nouveau programme de baccalauréat en éducation (approuvé par le MCU en mai 2022 et offert par l'UOF en septembre 2023), un baccalauréat en administration des affaires en collaboration avec le Collège La Cité (approuvé par le MCU en août 2023 et qui sera offert par l'UOF en septembre 2024), un baccalauréat en santé mentale (qui est en cours d'évaluation par le MCU) et un baccalauréat en travail social (qui vient d'être déposé au MCU pour son consentement).

En plus d'avoir lancé récemment l'Observatoire sur l'immigration francophone au Canada, une première dans la francophonie au pays, et ce en collaboration avec Toronto Metropolitan University, l'UOF accueille maintenant une Chaire UNESCO portant sur la migration et la francophonie en contexte minoritaire. Nous hébergeons une revue scientifique bien établie, *Enjeux et société*, qui est spécialisée dans le domaine de la recherche et l'enseignement supérieur. En peu de temps, l'UOF est devenue un joueur important en éducation postsecondaire et en recherche universitaires, autant pour les élèves du système francophone que ceux des programmes d'immersion, pour les étudiantes et les étudiants du Canada comme pour les internationaux qui s'ajoutent aux forces vives de l'Ontario français. Imaginez ce que l'UOF sera et quel sera son apport à l'avancement des savoirs en français et au développement de la province dans 10 ou 20 ans!


Si, comme le rapport laisse planer dans la section portant sur les programmes offerts en français, le groupe d'expertes et d'experts s'inquiète vraiment pour le système d'éducation en français en Ontario, permettez-moi de suggérer certaines questions fondamentales auxquelles il serait opportun de répondre dans les meilleurs délais. Quels sont les parcours scolaires des élèves francophones dans le système d'éducation de l'Ontario? Quels programmes sont privilégiés par les francophones? Le numéro de matricule étudiant de l'Ontario peut-il être utilisé pour aider à mieux comprendre ces questions? À la page 50, vous soulevez à juste titre l'importante question du financement fédéral pour appuyer les institutions francophones en situation minoritaire. Comment ces fonds sont-ils attribués aux institutions? Qu'est-ce qu'un étudiant universitaire francophone? Comment définit-on un programme offert en français? Plusieurs autres questions se posent mais je me limite à celles-ci pour le moment.

Ce qu'il faut retenir de la portion de votre rapport sur l'offre de programmes en français, c'est un appel à une plus grande collaboration. Il est d'ailleurs opportun de souligner que l'Université de l'Ontario français et l'Université de Hearst ont proposé, il y a deux ans déjà, la création d'un Réseau des universités de l'Ontario français. La création de ce réseau permettrait de partager des cours et des programmes, de faciliter la mobilité étudiante et de partager certains services offerts à la population étudiante et aux professeures et professeurs, ainsi que d'offrir des appuis administratifs partagés. À ce stade-ci, la proposition est toujours sur la table.

Monsieur le président, je vous demande de retirer la section portant sur le système d'éducation en français de votre rapport, ou au moins de rectifier les faits erronés publiés dans cette section. Ce manque d'objectivité plombe la crédibilité du rapport. Il porte lourdement préjudice aux jeunes universités francophones qui ont plutôt besoin d'appuis et non de la perspective mal informée d'un groupe d'experts qui ne semble pas ou peu comprendre les réalités de l'éducation postsecondaire en français dans un contexte minoritaire. D'ailleurs, force est de constater et de souligner la dissidence du seul membre francophone à l'égard des options du rapport portant sur les établissements à gouvernance « par et pour » les francophones. Malheureusement, les propositions mal fondées et partiales du rapport risquent de faire du tort aux acquis de la minorité francophone de l'Ontario.

Je tiens à réitérer notre reconnaissance à l'égard des gouvernements de l'Ontario et du Canada d'avoir reconnu l'importance de la gestion « par et pour » les francophones en choisissant de financer la création de l'Université de l'Ontario français. L'UOF s'engage à poursuivre son œuvre d'éducation et de recherche en français pour les francophones et les francophiles et le fera en collaboration étroite et grandissante avec des institutions de l'Ontario et du Canada français, ainsi qu'avec la francophonie internationale.

Cordialement,



Pierre Ouellette
Recteur
Université de l'Ontario français

c.c. Mme Jill Dunlop, ministre des Collèges et Universités,
Mme Caroline Mulroney, ministre des Affaires francophones et présidente du Conseil du trésor,
M. David Wai, sous-ministre, Collèges et Universités,
Mme Roda Muse, sous-ministre, Affaires francophones,
M Jacques Naud, président du Conseil de gouvernance, Université de l'Ontario français.